

**RAPPORT N°2024/2-25  
au Conseil de la Communauté  
en séance du jeudi 28 mars 2024**

**OBJET : Convention de prestation de service avec les communes membres portant sur l'accompagnement des élèves de maternelle et primaire dans les cars de transport scolaire**

Par délibération n°2002/5-06 du 16/05/02 la CINOR a approuvé le principe de prise en charge du coût des agents mis à disposition par les communes membres pour assurer l'accompagnement des élèves de maternelles et de primaire utilisant les transports scolaires. La mise en œuvre est assujettie à la conclusion de conventions spécifiques.

Par délibération n°2011/2-40 du Conseil Communautaire du 30 juin 2011, la CINOR a approuvé l'établissement d'une convention de prestation de service avec les communes membres de la CINOR afin de permettre au dispositif actuel de perdurer pour la sécurité des enfants de maternelle et de primaire transportés. Cette convention arrivant à expiration au 31 décembre 2013, il est proposé de la renouveler pour une période identique de trois années.

Par délibération n°2013/7-20 du Conseil Communautaire du 14 novembre 2013, la CINOR a approuvé le renouvellement de la convention pour une période identique de trois années soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Par délibération n°2016/9-26 du Conseil Communautaire du 14 décembre 2016, la CINOR a approuvé le renouvellement de la convention pour une période identique de trois années soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Par délibération n°2018/5-38 du Conseil Communautaire du 27 septembre 2018, la CINOR a approuvé le renouvellement de la convention pour une période identique de trois années soit jusqu'au 31 juillet 2021.

Par délibération n°2021/3- du Conseil Communautaire du 27 mai 2021, la CINOR a approuvé le renouvellement de la convention pour une période identique de trois années soit jusqu'au 31 juillet 2024.

Par circulaire du 11 janvier 2018, le ministère du travail a remplacé les contrats aidés (CUI dit Contrat Unique d'Insertion ou le CAE dit Contrat Accompagnement dans l'Emploi) par de nouveaux contrats aidés dénommés PEC (parcours Emploi Compétences). La conclusion d'une convention est conditionnée par la capacité et l'engagement de l'employeur à proposer et à mettre en œuvre les actions d'accompagnement et de montée en compétences, contrepartie obligatoire de l'aide financière de l'Etat. Les communes membres ainsi que la CINOR souhaitent donc pour la pérennisation du système d'accompagnement des élèves de maternelle et de primaire dans les cars de transport scolaire prendre en compte le nouveau dispositif d'emplois aidés (financement de l'Etat à hauteur de 50% au lieu de 80% dans l'ancien dispositif) et permettre également le recrutement des agents d'accompagnement à travers des contrats à durée déterminés.

Pour la bonne gestion administrative et la réalisation de ce service d'accompagnement dans les cars de transport scolaire, les parties conviennent d'assouplir le dispositif de conventionnement en permettant le recrutement des agents liés à cette activité à travers les contrats aidés, les contrats à durée déterminés (ATA, Accroissement Temporaire d'Activité), etc...

Les constituants de la nouvelle convention de prestation de service sont rappelés ci-après :

- Durée de la convention : Prise d'effet à partir du 1<sup>er</sup> Aout 2024 et reste valable jusqu'au 31 juillet 2027.
- La commune exerce les attributions d'employeur et recrute les personnels nécessaires.
- La répartition des besoins fonction du nombre de services est de 120 agents + une brigade de 18 agents décomposée de la manière suivante :
  - o **Pour Saint-Denis : 57 agents** dont 51 agents + une brigade de 6 personnes est mise en place afin d'assurer la continuité du service,
  - o **Pour Sainte-Marie : 45 agents** dont 39 agents + une brigade de 6 personnes est mise en place afin d'assurer la continuité du service,
  - o **Pour Sainte-Suzanne : 36 agents** dont 30 agents + une brigade de 6 personnes est mise en place afin d'assurer la continuité du service.
- Chaque agent est affecté à 60% aux missions d'accompagnements scolaires, les 40% étant utilisés par la commune pour les besoins propres aux écoles permettant ainsi une optimisation des moyens entre les partenaires

- En contrepartie de la réalisation de la prestation par des personnels de la commune ou de leur Centre Communal d'Action Sociale ou de la caisse des écoles, la CINOR versera à la commune une participation financière correspondant à 60% des coûts, déduction faite de l'ensemble des aides versées par les divers organismes contributeurs notamment celles des emplois aidés. La formation des agents en contrats aidés sera également prise en charge par la CINOR à la même hauteur soit 60% et 40% pour la Commune.
- Le montant de la participation financière de la CINOR pour 2024 est estimé à environ 550 000 € pour les 120 agents d'accompagnement. En complément, la CINOR assurera à ces agents deux formations (Formation Animation Prévention Sécurité Citoyenneté dans les transports et Formation Sauveteur Secourisme du Travail).

En conséquence, il vous est demandé de bien vouloir :

- Approuver les nouvelles conventions de prestation de service entre chacune des trois communes membres et la CINOR portant sur l'accompagnement des élèves de maternelle et primaire dans les cars de transport scolaire pour une durée de trois ans (du 1<sup>er</sup> Aout 2024 et reste valable jusqu'au 31 juillet 2027),
- Autoriser le Président à signer ces conventions.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer

Le Président,  
Maurice GIRONCEL




**DELIBERATION N° 2024/2-25  
du Conseil de la Communauté  
en séance du 28 mars 2024**

**OBJET**

**Convention de prestation de service avec les communes membres portant sur l'accompagnement des élèves de maternelle et primaire dans les cars de transport scolaire**

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de Communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes CINOR ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis des Commissions joint en annexe ;

Sur le RAPPORT n°2024/2-25 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE 1**

Approuve les nouvelles conventions de prestation de service entre chacune des trois communes membres et la CINOR portant sur l'accompagnement des élèves de maternelle et primaire dans les cars de transport scolaire pour une durée de trois ans (du 1<sup>er</sup> Août 2024 et valable jusqu'aux 31 juillet 2027).

**ARTICLE 2**

Autorise le Président à signer les nouvelles conventions de prestation de service entre chacune des trois communes membres et la CINOR.

Nombre de votants : 44 (dont 6 procurations)  
Suffrages exprimés : 44  
Vote pour : 44  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte Clotilde

10 0 AVR 2024

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20240328-CC2024-2-25-DE  
Date de télétransmission : 09/04/2024  
Date de réception préfecture : 09/04/2024



SECRETARIAT DU CONSEIL  
COMMUNAUTAIRE

### **AVIS DES COMMISSIONS**

#### **RAPPORT N°2024/DMOB/2-25**

Approbation de la convention de prestation de service entre les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne portant sur l'accompagnement des élèves de maternelle et primaire dans les transports scolaires

#### **COMMISSION ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET MOBILITES**

La Commission émet un avis favorable mais souhaite que le dossier soit complété avec les fiches de postes des agents recrutés

#### **COMMISSION ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES**

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.